

Le Maire de la Commune de CHAUMONTEL

**Circulation et  
Stationnement**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière ;

**Vu** le code de la route, ainsi que les arrêtés ministériels qui s'y rapportent ;

**Lieu impacté :**

14 bis rue de la  
République  
95270  
CHAUMONTEL

**Vu la** loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

**Objet :**

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée ;

Autorisation  
d'occupation de  
voirie pour  
travaux

**Vu** la demande en date du 04 avril 2025, par laquelle la société **EVSM.TP**, chez Sogelink 69134 Dardilly Cedex, elle-même représentée par Monsieur DEDIEU Cyrille, sollicite l'occupation de voirie pour travaux **d'Aménagement cour intérieure et reprise enrobés sous trottoir**, au 14 bis rue de la République à CHAUMONTEL, à compter du 22 avril 2025.

**Considérant** que l'intervention des agents des services techniques peut présenter un risque d'atteinte aux biens ou aux personnes ;

**Considérant** que pour parer aux risques d'atteintes aux biens ou aux personnes, il convient d'interdire temporairement la circulation et le stationnement afin de permettre l'intervention des agents des services techniques avec les matériels et engins appropriés ;

**A R R E T E**

**Article 1** : Le stationnement de tout véhicule sera interdit à partir du 22/04/2025 pour une durée de 9 jours, entre le numéro 10 et le numéro 18 de la rue de la République, afin de faciliter la circulation.

**Article 2** : Le stationnement de tout véhicule, en infraction à l'article 1, sera considéré comme gênant au sens de l'article R417-10 du code de la route. La mise en fourrière du véhicule pourra être prescrite.

**Article 3** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription absolue – sera mise en place à la charge de la commune de Chaumontel.

**Article 4** : Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de CERGY, dans un délai de 2 mois suivant sa publication.

**Article 5** : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 6** : Monsieur le Maire de Chaumontel, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Asnières-sur-Oise, la Police Municipale, sont chargés chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7** : Le présent arrêté sera affiché sur la commune de Chaumontel et ampliation transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de gendarmerie d'Asnières sur Oise,
- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Responsable du Service de Police Municipale,

Fait à CHAUMONTEL le 17 avril 2025

**Le Maire**

**Sylvain SARAGOSA**

**#signature#**